



ASSOCIATION DECLARÉE SOUS LE RÉGIME DE LA LOI DU 01.07.1901  
Courrier à adresser à : **Association Coopération Atlantique - Guinée 44**  
8 rue saint Domingue – 44200 NANTES  
☎ 02 40 35 59 80 - MAIL : [accueil@cooperation-atlantique.org](mailto:accueil@cooperation-atlantique.org)

## Table des matières

Mot de Président .....	3
I. Eléments clefs de l'année 2015 .....	4
A. Coopération Atlantique Guinée 44 : qui sommes nous ?.....	4
B. Coopération Atlantique Guinée 44 en 2015 .....	5
II. Vie Associative.....	7
A. Le Conseil d'Administration et le bureau .....	7
B. Mobilisation bénévoles.....	8
C. La vie de l'équipe .....	9
D. L'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.....	10
E. Participation à des collectifs et réseaux.....	12
F. Communication et information.....	13
III. Nos projets en 2015.....	14
A. Eau, assainissement et déchets.....	14
1. <i>Ambitions et finalités</i> .....	14
2. <i>Projets: objectifs, partenaires, activités, bilan</i> .....	14
B. Agriculture et environnement.....	24
1. <i>Ambitions et finalités</i> .....	24
2. <i>Les projets</i> .....	24
C. Insertion sociale et économique des jeunes.....	30
1. <i>Ambitions et finalités</i> .....	30
2. <i>Les projets</i> .....	30
III. Bilan financier 2015.....	37
IV. Orientations 2016 .....	40

## Mot de Président

**Deux évènements ont marqué l'année 2015 en Guinée : Ebola et les Elections présidentielles. Ils ont fortement impactés le fonctionnement économique, social et politique du pays ; également, les activités de notre association.**

Seconde année de la crise sanitaire liée au virus Ebola, 2015 a été marquée par le contexte de l'urgence sanitaire et la mesure des impacts économiques et sociaux générés par cette crise.

Acteur de développement et non de l'urgence, l'association a néanmoins, en partenariat avec Essentiel et OPALS, pris en compte les sollicitations et demandes d'appuis des acteurs de Kindia pour faire face et prévenir l'épidémie sur le territoire. Nos associations ont ainsi mobilisé les soutiens des collectivités partenaires en France pour conduire des actions de sensibilisation et de prévention communautaire, la mise à disposition de kits d'hygiène dans toutes les écoles de Kindia, le soutien en équipements et la prévention des équipes de santé des postes et centres de santé de la préfecture.

Deuxième caractéristique du contexte guinéen en 2015, les élections présidentielles et le remembrement des exécutifs locaux. Dans le cadre d'un accord politique d'aout 2015, le gouvernement et l'opposition ont acté le report des élections municipales pour ne pas retarder le calendrier des présidentielles, en contrepartie d'un remembrement des exécutifs locaux sur la base des résultats des dernières élections législatives. Cela a conduit à la mise en place de délégations spéciales sur de nombreuses communes et un changement des équipes exécutives locales.

Les projets de développement conduits par l'association n'ont pas été épargnés par ce double contexte politique et sanitaire : la fermeture des écoles, l'interdiction des rassemblements et réunions communautaires, la limitation des déplacements, ont pu fortement handicaper sur le premier semestre de l'année, la bonne conduite des activités et l'atteinte des objectifs. Les tensions politiques, les changements d'exécutifs locaux ont eu des conséquences sur la mobilisation, la participation politique et institutionnelle locale aux projets de développements.

Pour l'association 2015, a vu la fin du projet Sécurité Alimentaire pour les Exploitations Familiales de Basse Guinée ; important programme de développement engagé en 2011 en partenariat avec la Fédération des Organisations Paysannes de Basse Guinée, des ONG locales de développement rural et Univers Sel. Une évaluation finale du programme nous incite à réviser les termes de notre partenariat avec la Fédération des Organisations Paysannes de Basse Guinée ; et à engager une opération pilote de structuration d'une filière maraichère.

Dernière année de production du documentaire Kindia 2015, les équipes ont accueillies les tournages du quatrième et dernier volet de la série documentaire, sorti en novembre. Le programme d'actions conduit dans le cadre de ce partenariat avec Canal Plus s'est poursuivi et arrive en 2016 dans sa dernière année d'exécution. Aventure inédite tant pour les équipes de réalisation que pour les ONG partenaires, l'association ne peut que saluer le travail d'information et de pédagogie qui a été réalisé sur la complexité, les réalités du développement, et remercier pour la confiance et la qualité des relations de travail entre nos équipes, les journalistes et les producteurs.

L'équipe a également connu des changements en France et en Guinée,... et un drame : le décès de Marion DOREL en juin 2015, volontaire de Bolivia Inti Sud Soleil qui travaillait avec

notre équipe et celle de l'APEK sur le projet des Cuiseurs à Bois Economes depuis octobre 2014.

2016 a démarré sur un autre décès marquant pour notre organisation en Janvier, celui de Selly KEITA, parmi nous l'an passé lors de notre assemblée générale où il venait nous dire au revoir après plus de 10 ans d'engagements avec l'association.

Les comptes 2015 reflètent également bien ce contexte 2015 : d'une part une baisse des financements liés au redéploiement de l'aide au développement en Guinée sur l'urgence ; au bilan, une part de fonds dédiés importantes liée au report d'activités prévues en 2015 à 2016 ; un maintien des équipes et frais de fonctionnement dans un contexte de baisse subie de l'activité ; des transferts financiers vers les partenaires locaux bien moindre qu'en 2014 avec la fin du programme SABG ; un résultat équilibré mais qui ne dégage pas l'objectif fixé pour consolider les fonds propres de l'association, importants à constituer pour les besoins de trésorerie, d'investissements et l'autonomie de l'association.

Malgré ce contexte difficile, 2015 a vu la réalisation, la concrétisation de démarches importantes : l'exposition « Regards d'Enfants » réalisé avec des enfants des communes partenaires et de Kindia, le partenariat avec les acteurs locaux et les Maisons Familiales Rurales pour l'insertion sociale et économique des jeunes exclus, l'installation de l'incinérateur à l'hôpital de Kindia.... Elles témoignent de notre persévérance à promouvoir le développement local et la solidarité entre acteurs et territoires.

Nous remercions tous les bénévoles, les membres de l'équipe, les partenaires qui s'engagent pour accompagner et mettre en œuvre notre belle aventure de solidarité.

## **I. Eléments clefs de l'année 2015**

### ***A. Coopération Atlantique Guinée 44 : qui sommes nous ?***

Coopération Atlantique Guinée 44 est une Association de solidarité internationale engagée en Guinée.

Elle participe aux changements sociaux et économiques dans le respect de l'autre.

Elle agit pour la promotion des droits de l'homme, le développement et l'échange entre les cultures.

Elle conduit des projets dont la finalité est l'amélioration des conditions de vies des populations et l'autonomie des acteurs locaux avec lesquels elle s'engage.

Nos objectifs :

- L'accès aux droits à l'essentiel
- La promotion d'une économie locale dynamique et durable
- La promotion d'une vie démocratique locale et nationale

Nos missions :

- Former des acteurs responsables
- Participer à la mise en place d'organisations collectives
- Favoriser les conditions de l'autonomie et de la pérennité de ces organisations

Notre méthode, le développement local :

- la connaissance des territoires et la participation citoyenne,
- la responsabilisation et l'autonomie des acteurs,

- le partenariat et la mise en réseau

Nos domaines d'interventions prioritaires :

- l'accès à l'eau et à l'assainissement ;
- l'agriculture et l'alimentation ;
- la formation et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes ;

Nos partenaires :

- des collectivités locales,
- des organisations professionnelles
- des associations

Nos membres :

- des citoyen (nes)
- des collectivités locales
- des associations et institutions

Le siège de l'association est basé en France à Nantes au SOLILAB, 8 rue Saint Domingue 44200 Nantes, espace mutualisé et géré par le réseau des acteurs de l'économie sociale et solidaire de la Métropole Nantaise.

Elle dispose d'une convention d'établissement en République de Guinée qui lui permet d'employer du personnel et d'agir sur le territoire guinéen. Le siège opérationnel de l'association en Guinée est basé à Kindia (Quartier Féréfou). Elle déploie des projets et équipes sur l'ensemble du territoire de la région naturelle de Basse Guinée ou Guinée Maritime.

## ***B. Coopération Atlantique Guinée 44 en 2015***

2015, marque le 21<sup>ème</sup> anniversaire de l'association.

La composition des membres de l'association est la suivante : 83 adhérents à jour de leurs cotisations et répartis comme suit :

- 66 adhérents individuels
- 9 associations -institutions
- 8 collectivités locales

L'équipe salariée se compose de :

- 3 salariées en France : deux CDI (2 temps plein de direction et de Responsable Administrative et financière) et un Contrat Avenir (un temps plein de chargée de mission animation réseau et communication)
- 20 salariés en Guinée basés à Kindia et Dubreka, dont trois volontaires de solidarité internationale et 17 salariés en contrat guinéen (CDI ou CDD).

L'association travaille sur les projets de développement avec une vingtaine d'organisations partenaires en France et une quinzaine en Guinée.

Parmi les nouveaux partenariats noués en 2015, on peut noter :

- **le partenariat avec le Syndicat des Eaux d'Ile de France et la Société des Eaux de Guinée** dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet d'appui à la rénovation du réseau principal de la Ville de Kindia et d'étude de l'extension de la desserte en eau potable des quartiers de la périphérie Est ;

- **le partenariat avec l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales et les Fédérations Départementales des MFR de Sarthe et de Mayenne**, dans le cadre d'un projet d'appui :
  - **en Guinée** à la conception de démarche d'insertion socioéconomique fondée sur la formation par alternance pour un public déscolarisé des communes rurales des préfectures de Kindia et de Boké ;
  - **en France** au développement du projet d'éducation au monde et aux autres des fédérations des MFR de Sarthe et de Mayenne sur la base du partenariat avec la Guinée

**2015 correspond pour l'association :**

- **A la dernière année de production de la série documentaire Kindia 2015** : le quatrième et dernier volet, sorti en novembre 2015, établi bien en 52 min le bilan des opérations suivies depuis depuis 2011.
- **A la fin du programme Sécurité Alimentaire pour les Exploitations Familiales de Basse Guinée**, engagé depuis 2011 en partenariat notamment avec la Fédération des Organisations Paysannes de Basse Guinée : clôturé en juin 2015 il a fait l'objet d'une évaluation externe conduite par l'IRAM.

Le budget annuel 2015 de l'association s'élève à 870 000 euro.

## II. Vie Associative

### A. Le Conseil d'Administration et le bureau

Le Conseil d'Administration a été renouvelé à l'occasion de l'assemblée générale 2014 du 4 juin 2015.

Le nouveau Conseil d'administration en 2015 est composé de 14 membres répartis comme suit:

#### Collège des adhérents individuels :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Pierre DEMERLE	François KAMMERER
Bernard SUAUD	Alpha Oumar KEBE
Michèle PELE	Mamadou Dian DIALLO
Michel ALARY	Elisabeth Tisserand
Gwenaëlle RIDARD	Lise DETRIMONT

#### Collège des Associations/institutions

Nom Association/ Institutions	Titulaires /Suppléants
Lycée Gabriel DESHAYES (Saint Gildas des Bois)	Daniel KRIER/ Gaëlle LEBRENN
CREDIT MUTUEL	Alain TETEDOIE/ Claude VIBERT
Chambre D'Agriculture de Loire Atlantique	Paul CHARRIAU/ Michel HIVERT
Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Nantes	Christian DAUTEL / Yves DESSY

#### Collège des collectivités locales

Collectivités	Titulaires/ Suppléant
Ville de Bouaye	Jacques GARREAU/ Nicole LEBLEVENNEC
Ville de Basse Goulaine	Alain VEY/ Chantal METRO
Ville d'Orvault	Joseph PARPAILLON/ Pierre GADE/ Yann OLIVIER
Ville de Sainte Luce Sur Loire	Jean Guy ALIX/ Philippe BRASSELET
Nantes Métropole	Marie Hélène NEDELEC/ Maurice BERTHIAU

Le Conseil d'administration s'est réuni 4 fois en 2015, deux fois avant son renouvellement et deux fois après l'assemblée générale. Les principaux points traités lors des conseils d'administration sont :

- La gestion des projets
- La gestion du personnel
- Le suivi financier
- Les partenariats
- Les orientations stratégiques

Le bureau de l'association composé suite au renouvellement du Conseil d'Administration en 2015 est le suivant :

FONCTIONS
Pierre DEMERLE, Président
Bernard SUAUD/ Vice Président
Michel ALARY/ Trésorier
Michèle PELE/ Secrétaire
François KAMMERER
Lise DETRIMONT

Il s'est réuni 1 fois en 2015 avant son renouvellement et deux fois après pour traiter les points suivants :

- la synthèse de la réflexion stratégique « Coopération Atlantique Guinée 44 Horizon 2020 »
- le fonctionnement de la vie associative
- l'administration et la gestion du personnel (recrutements, obligations employeurs)
- les projets et partenariats
- les missions d'appuis

## ***B. Mobilisation bénévoles***

Les bénévoles de l'association peuvent s'engager dans le cadre de commissions permanentes sur les thématiques de « l'eau et l'assainissement » et de « la jeunesse ». Des activités ponctuelles, liées à de l'évènementiel, à la communication, à l'accueil de partenaires, au suivi d'un objet spécifique, mobilisent ponctuellement.

### **a) Les commissions permanentes**

La commission Eau et assainissement s'est réunie à 9 reprises en 2015. Composée de trois personnes ayant une expérience et expertise dans les domaines de l'aménagement urbain, de la protection des ressources naturelles, de l'hydraulique, la commission suit les engagements de l'association dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et des déchets.

Elle apporte un appui méthodologique aux membres de l'équipe en charge de la conduite opérationnelle des projets par la co-construction d'outils de suivi des activités, des relectures et contribution aux documents produits.

Sur l'année 2015, la Commission eau s'est notamment mobilisée :

- sur l'**opération déchets** pour parvenir à la mise en place d'un outil qui permette à l'Agence Communale de l'Eau et de l'Assainissement à Kindia, de comparer le fonctionnement et l'activité des opérateurs déchets de la commune ;
- sur le **nouveau projet eau à Kindia** conduit en partenariat avec la SEG et la CUK pour établir le phasage des interventions, piloter les études et missions d'expertises.

**La Commission jeunesse** s'est réunie à 8 reprises en 2015. Composée de 6 personnes, elle suit depuis 2014 la démarche partenariale engagée en France avec les Maisons Familiales Rurales, et en Guinée avec le ministère de la Formation professionnelle et les organisations au local partie prenante de la démarche. La commission apporte un appui méthodologique à l'équipe, participe au comité Guinée constitué avec les Fédération des MFR de Sarthe et de Mayenne, s'implique dans les démarches de capitalisation et de suivi - évaluation du programme Coopérer Autrement en Acteurs du Changement, porté par le CFSI et dans le cadre duquel notre projet de formation et d'insertion des jeunes ruraux est soutenu.

## **b) L'accueil de partenaires et collègues de Guinée**

En juin 2015, l'association a accueilli une mission de collègues et partenaires dans le cadre du projet formation et insertion socioprofessionnelle des jeunes déscolarisés en milieu rural. La mission été composée de :

- Mr Alhaba BAYO, directeur national adjoint des apprentissages et des formations de courtes durées ;
- Mme Hadja SYLLA, présidente de la Coopérative Fabik à Kindia, exploitante agricole, partie prenante sur Kindia des enjeux de formation des jeunes agriculteurs ;
- Mr Sékou BERETE, salarié de CA Guinée 44 à Kindia, référent du pôle développement rural et en charge du projet formation et insertion pro ;
- Mr Selly KEITA, salarié de CA Guinée 44 à Kindia, chargé de programmes.

Cette mission de rencontres et d'échanges sur les enjeux de la formation et de l'insertion des jeunes ruraux en France et en Guinée a mobilisé pour son organisation et son accueil, les membres de la commission jeunesse, du bureau et également les associations membres des Fédérations Départementales des MFR de Sarthe et de Mayenne.

## ***C. La vie de l'équipe***

La composition de l'équipe a connu des évolutions importantes en 2015 tant en France qu'en Guinée.

### **a) A Nantes**

L'équipe a accueilli une nouvelle collaboratrice, **Mlle Fleur Astrid ZACHARIASEN**, sur un poste de **Chargée de mission animation publics et réseaux**, créé en janvier 2015 dans le cadre d'un contrat « Emploi Avenir », soit un CDD de 3 ans. Ses missions sont :

- la coordination de la Campagne AlimenTerre en Pays de la Loire ;
- la mobilisation des bénévoles sur des actions d'information et de sensibilisation à la solidarité internationale sur les Pays de la Loire ;
- l'information et la communication sur les actions de l'association auprès des membres, sympathisants et partenaires.

Dans le cadre de l'obligation de formation attachée à l'emploi avenir, Mlle Zachariasen suit une formation BPJEPS en alternance de Coordination de projets.

**Céline CAMARA**, en poste au sein de l'association à Kindia puis à Nantes depuis 2006, a **quitté ses fonctions de Responsable Administrative et Financière** qu'elle occupait à Nantes depuis 2009. Une rupture conventionnelle a été conclue en juin 2015. Le poste est pourvu depuis son départ par **Emmanuel PICOT**.

#### **b) A Kindia**

L'équipe a accueilli en janvier 2015, **Mlle Chloé FERREIRA**, sur un poste d'appui à la **gestion de projets** dans le cadre d'un contrat de **Volontariat de Solidarité Internationale**. Mlle FERREIRA a démissionné de l'association pour des raisons personnelles en octobre 2015. Son poste a été pourvu par Mlle Sophie AIT BELAID arrivée début 2016 à Kindia.

**Le poste de Représentant Pays**, vacant depuis février 2014 et pour lequel l'association a connu beaucoup de difficultés dans le recrutement, notamment en raison du contexte Ebola, a finalement été pourvu en **avril 2015** avec le recrutement de **Mlle Marie-Céline BŒUF**.

**Mr Selly KEITA**, chargé de programmes à Kindia, salarié de l'association depuis 2003 et parmi les piliers de l'équipe locale, a **quitté ses fonctions en Aout 2015** afin de se consacrer à ses engagements politiques. Il avait assuré l'intérim du poste de Représentant Pays pendant la période de vacance du poste. Il a effectué quelques mois de tuilage avec Marie Céline BŒUF avant de nous quitter.

Enfin, **Claudine JACQUEMET**, en poste d'Assistante Technique Junior à la cellule **Administrative et Financière de la FOPBG**, dans le cadre d'un Volontariat de Solidarité Internationale, depuis avril 2013, a **achevé son contrat en décembre 2015**.

### ***D. L'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale***

#### **a) La campagne AlimenTERRE en Pays de la Loire**

Portée au niveau national par le Comité Français pour la Solidarité Internationale, l'association coordonne en Région Pays de la Loire la Campagne AlimenTERRE. La campagne a pour objectif d'informer et de sensibiliser le grand public sur les enjeux agricoles et alimentaires. Elle est animée sur la base d'une série d'outils informatifs et pédagogiques, et d'un temps fort : Le Festival de Films qui se déroule du 15 octobre au 30 novembre.

L'association s'appuie sur un réseau d'une trentaine d'acteurs, en région Pays de la Loire, issus de la solidarité internationale, de l'économie sociale et solidaire, de l'enseignement et de la recherche, qui organisent des conférences, projections débats, animations diverses dans le cadre de la campagne AlimenTERRE.

L'association contribue à mieux faire connaître les outils de cette Campagne auprès des acteurs en région, et facilite les mises en réseaux pour renforcer les stratégies et actions de sensibilisation.

Ainsi en 2015, l'association a relayé de l'information sur cette campagne à l'occasion de différents temps de rencontres régionaux ou locaux :

- *AlimenTERRE au Carrefour Régional de la Solidarité Internationale :*

Cette quatrième édition du Carrefour de la Solidarité internationale s'inscrivait dans un contexte de rénovation de la politique française en matière de développement et de coopération internationale. L'évènement régional souhaitait apporter un décryptage des principales orientations de cette nouvelle politique.

C'est pourquoi le thème principal de cet évènement était celui de l'innovation dans les projets de solidarité internationale : pour aller plus loin et innover dans nos idées, dans nos pratiques, dans nos perceptions de la coopération internationale.

Notre association a participé à un atelier de rencontre des acteurs de l'enseignement agricole sur l'agriculture familiale.

- *AlimenTERRE à Alternatiba- Nantes*

Les 19 et 20 septembre, l'association était présente sur le village alternatif d'Alternatiba à Nantes. Nous y étions via la Maison des Citoyens du Monde afin de mettre en avant le Festival de Films ALIMENTERRE.

Alternatiba, c'est « un joyeux village des alternatives, pour faire face au défi climatique en mettant en lumière les initiatives locales qui œuvrent à une société plus écologique et plus humaine. »

En 2015, plus de 90 villages ont été mis en place dans toute l'Europe, avant la conférence sur le climat à Paris : COP 21 ».

- *Le Festival de films ALIMENTERRE en Région Pays de la Loire*

Le Festival de Films ALIMENTERRE est un des outils de sensibilisation qui s'intègre à la campagne ALIMENTERRE. C'est le temps fort sur lequel se mobilisent les plus grand nombre d'acteurs de la région.

En 2015, le festival était à sa 9<sup>ème</sup> édition nationale et à sa 5<sup>ème</sup> édition en Région Pays de la Loire. La thématique choisie portait sur le Climat afin de faire écho à la COP 21 de décembre 2015. Au menu 8 films documentaires traitant des enjeux climatiques.

#### Quelques chiffres nationaux :

Plus de 55700 spectateurs  
Environ 11760 séances  
10 pays impliqués et plus de 900 acteurs locaux mobilisés !  
60% des séances du festival est un public scolaire

#### Quelques chiffres régionaux:

3250 spectateurs  
66 séances organisées dont 27% en milieu scolaire  
39 acteurs mobilisés

La sensibilisation auprès des élèves et étudiants de l'enseignement agricole est un enjeu fort pour ce programme. Pour se faire l'association a engagé un partenariat avec la DRAAF Pays de la Loire et certaines Maisons Familiales Rurales (MFR). Un temps de présentation de la campagne à destination des enseignants en charge de la coopération internationale, une mise en lien des outils de la campagne sur l'intra et l'extranet de l'enseignement agricole, sont les premiers jalons de cette démarche.

## **b) La Semaine de la Solidarité Internationale : « Changeons le système pas le climat »**

« Changeons le système, pas le climat! » était le thème des SSI, du 4 au 30 novembre 2015.

L'association a organisé deux événements durant ce temps fort :

- Une projection-débat ALIMENTERRE le 9 novembre, qui a rassemblé plus de 100 personnes.

- Une Conférence Populaire co-produite avec Bolivia Inti Sud Soleil, le 23 novembre. Une trentaine de personnes ont participé aux différents ateliers qui portaient sur « Le changement climatique, à qui profite le crime ? »

## ***E. Participation à des collectifs et réseaux***

Sur le plan local l'association est engagée au niveau de :

- **la Maison des Citoyen du Monde** collectif des associations de solidarité internationale de la Loire Atlantique, elle coordonne la semaine de la solidarité internationale et offre un espace de travaux communs aux membres sur des thématiques telles que « l'eau », « l'actualité », « l'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale ».

- **la plateforme Guinée**, Plateforme des acteurs ligériens engagés en Guinée en tant que membre du secrétariat exécutif. La Plateforme est un espace d'échanges d'information et de partages des pratiques de coopération d'acteurs locaux engagés en Guinée. En 2015, la Plateforme Guinée s'est rapprochée de la MCM afin de l'intégrer dès 2016 dans l'espace de travaux communs de la MCM.

- **les Ecosolies** réseau de l'économie sociale est solidaire en tant que simple adhérent et locataire du lieu mutualisé des acteurs du réseau : le SOLILAB où siège l'association.

Sur le plan national l'association est membre :

- **du Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI)** : elle est membre du conseil de direction du CFSI depuis 2013, et s'implique dans les activités des programmes « Agriculture et Alimentation » et « Coopérer Autrement en Acteurs du Changement ». En 2015, le CFSI a lancé une dynamique auprès de ses membres pour réinterroger collectivement le sens des mots de « Solidarité Internationale ». Le bureau de l'association a contribué en mettant en partage les réflexions portées en 2014 par notre association dans le cadre de sa propre réflexion stratégique ; et en organisant tout début 2016 un atelier d'échange avec deux autres membres du CFSI présents en région (Echoppe et Univers Sel).

- **de la Coalition Eau**, collectif d'acteurs engagés en faveur d'un droit à l'eau et à l'assainissement, qui conduit des activités de sensibilisation de l'opinion publique et de plaidoyer auprès des décideurs.

- **du Programme Solidarité Eau (PSEAU)**, structure d'appui, d'information, de formation et de mise en réseau des acteurs intervenants en coopération internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

## ***F. Communication et information***

Les outils dont dispose l'association pour assurer l'information et la communication auprès de ses membres et partenaires sont :

- **le site internet.** 55 articles ont été publiés par l'équipe salariée en 2015 portant sur les projets, événements, actualités de l'association. Il est visité en moyenne par 2 500 personnes /mois. <http://www.cooperation-atlantique.org/>
- **le facebook** créé fin 2012 à l'initiative d'un bénévole, il est davantage renseigné et suivi depuis 2015. 2100 personnes ont aimé notre facebook en 2015.
- **le bulletin d'information de l'association** : 3 numéros en 2015, ils reprennent le contenu du site internet, au travers d'une rubrique Vie des projets, Vie de l'association, et Actualités. Il est diffusé à plus de 400 personnes, membres, partenaires et sympathisants.
- **La série documentaire Kindia 2015**, est l'occasion pour l'association depuis 2012, et la sortie du premier volet, de réunir ses bénévoles, sympathisants, partenaires, autour de soirées de projections, qui constituent un temps d'information et d'échanges sur nos projets. Le 6 décembre 2015, l'association a ainsi convié largement le réseau des acteurs nantais de la solidarité internationale à un temps de projection et d'échange avec le réalisateur Anthony ORLIANGE, sur le 4<sup>ème</sup> et dernier volet de la série Kindia 2015.

### III. Nos projets en 2015

#### A. Eau, assainissement et déchets

##### 1. *Ambitions et finalités*

L'engagement de l'association dans le domaine de l'eau et de l'assainissement en Guinée se fonde sur les ambitions et finalités suivantes :

- Préserver la ressource en Eau
- Augmenter le nombre de personnes ayant accès à l'eau potable et à l'assainissement
- Responsabiliser les autorités locales vis-à-vis des usagers et des acteurs de la filière
- Responsabiliser et impliquer les usagers et citoyens sur les enjeux de l'eau, de l'assainissement et des déchets
- Promouvoir des circuits de recyclage et de valorisation des déchets

##### 2. *Projets: objectifs, partenaires, activités, bilan*

L'association est engagée dans le domaine de l'eau et de l'assainissement sur la Commune Urbaine de Kindia au travers de quatre projets complémentaires :

- **Ressourceries urbaines** : une opération pilote de gestion des ordures ménagères sur 7 quartiers
- **EduKindia** un projet de coopération décentralisée centré sur l'équipement d'écoles en infrastructures sanitaires et le renforcement des démarches éducatives liées aux enjeux de l'hygiène, de l'assainissement et de la protection du cadre de vie ;
- **Kindia eau** : Un projet d'aménagement et d'accompagnement à la gestion de points d'eau communautaires
- **AEP Kindia** : un projet de réhabilitation des infrastructures du réseau principal et d'études de solutions à l'approvisionnement en eau potable des quartiers de la périphérie Est de la Ville.

**a. « OPERATION PILOTE DE GESTION DES DECHETS A KINDIA /RESSOURCERIES URBAINES : APPROCHES INTEGRÉES, SOCIALES ET CONCERTÉES DE L'ASSAINISSEMENT À KINDIA»**

**DURÉE** : Février 2013- décembre 2016

**PARTENAIRES FINANCIERS** : Enda Europe (AFD) / CANAL + (Kindia +)

**BUDGET REALISE EN 2015** : 54 987 €

**PREVISIONNEL 2016** : 287 200 €

**SALARIÉ DU PROJET** : Alexis Faya Ouendeno, Responsable de projet

**ADMINISTRATEURS /BÉNÉVOLES IMPLIQUÉS DANS LE SUIVI DU PROJET** :

Pierre Demerlé

Dominique Romann (bénévole)

Lise Détrimont (bénévole)

Commission eau/ assainissement

**PARTENAIRES LOCAUX DU PROJET** :

Commune Urbaine de Kindia (CUK)

Agence Communale de l'Eau et de l'assainissement (ACEA)

Groupement d'Assainissement de la Confluence de Kindia (GACK)

**OBJECTIFS** :

1/ Contribuer à améliorer le cadre de vie des habitants des villes de Pikine (Sénégal) et de Kindia (Guinée) et la salubrité générale des quartiers

2/ Contribuer à créer, stabiliser et/ou améliorer des emplois dans les secteurs des déchets solides et liquides, notamment par la promotion de l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes

3/ Contribuer à réduire les pollutions de l'environnement par les déchets solides et liquides de Pikine et de Kindia

**ACTIVITÉS** :

1 : Formation et sensibilisation des habitants des quartiers ciblés aux bonnes pratiques en matière de prévention/gestion/tri des déchets solides, d'évacuation des eaux usées et de prévention des inondations

2 : Formation et accompagnement d'entrepreneurs locaux à la collecte et au traitement des déchets solides et liquides (tout venant, déchets organiques, déchets électriques et électroniques, eaux usées)

3 : Renforcement de la politique municipale en matière de prévention et gestion des déchets.

4 : Capitalisation et partage des expériences Sénégal / Guinée

5 : Equipements de la collectivité en outils de transports et collecte des déchets

6 : Aménagement de la décharge municipale

**BILAN DE L'ACTIVITE 2015** :

L'association s'est engagée en 2013 dans une opération pilote de gestion des déchets sur 7 quartiers de la Commune Urbaine de Kindia (zone des Trois Rivières). Elle a accompagné la formalisation de l'activité de travailleurs des déchets sur les marchés de Kindia autour de la constitution d'un groupement d'intérêt économique baptisé le GACK (Groupement d'Assainissement de la Confluence de Kindia). Il est constitué de 23 personnes qui s'emploient totalement ou partiellement à d'une part le service quotidien de nettoyage, collecte et évacuation des déchets du marché de Yenguéma (90% des volumes collectés par le GACK) ; d'autre part à la collecte des ordures ménagères d'un quartier en 2015.

Un des principes du service repose sur le tri des déchets pour valoriser la matière organique auprès des maraichers de la Ville. Sur le marché se sont les balayeuses, les éboueurs qui réalisent ce tri et déposent les déchets selon leur nature dans des remorques distinctes. En quartier le tri est assuré par des tournées différentes.

Les ordures « organiques », plus de 60% du volume, sont appréciées des maraîchers (par rapport à engrais, compost ou ordures brutes) et donnent des recettes immédiates au GACK. Les refus de tri partent à Koliady, décharge de fait, proche, adaptée, mais à améliorer. L'association a également appuyé, depuis fin 2014, l'Agence Communale de l'Eau et de l'Assainissement dans la mise en place et la tenue régulière de réunions d'un cadre de concertation des opérateurs des déchets de son territoire. Ces réunions favorisent l'interconnaissance entre les acteurs de leurs différentes pratiques de collecte et de valorisation ou de traitement des déchets, des modalités de contractualisation qu'ils ont ou non avec la Commune Urbaine de Kindia, des difficultés qu'ils rencontrent. Ce cadre permet aux acteurs de faire remonter leurs attentes à la collectivité en termes d'aménagement urbain, d'accompagnement financier du service. Un outil commun d'analyse de l'activité de chaque acteurs des déchets permet à la collectivité et aux acteurs eux-mêmes d'identifier les leviers, les goulots d'étranglements et d'ajuster leurs approches. Participent ponctuellement à ce cadre les acteurs de la filière : les commerçants - pollueurs et l'administration du marché en charge de la collecte des taxes d'assainissement, les maraichers (clients), les chefs de quartiers où se déploient un service de collecte auprès des ménages.

Un traitement différencié des déchets médicaux est mis en place depuis 2015, avec l'installation d'un incinérateur de déchets biomédicaux à l'hôpital de Kindia. Un ramassage spécifique mis en place par les autorités sanitaires doit permettre la collecte des déchets des postes et centre de santé, ainsi que dans les centre de soins ou cliniques privées. Celui-ci n'est pour l'heure pas effectif. L'épidémie Ebola a fortement impacté le fonctionnement du système de santé et ses priorités, remettant en cause les capacités des parties à prendre en charge ce à quoi elle s'était engagée. L'appui début 2016, du ministère et du PNUD aux institutions de santé pour faire face à cet enjeu de gestion des déchets biomédicaux, devra permettre un réel traitement approprié.

### **LES DIFFICULTÉS ET OBJECTIFS 2016 :**

Un système local performant mais partiel : une ressource locale mieux exploitée, vendue dans un rayon de 8 km, se substituant à des apports plus polluants et/ou importés. Mais le grand marché se débarrasse toujours d'une bonne part des ordures brutes et la majorité des quartiers restent non desservis. Le projet appuie l'ACEA pour connaître l'action des différents opérateurs de collecte agissant en délégation de la CUK, mais peu de décisions sont prises et appliquées.

Faire participer plus de ménages et rendre plus économique le ramassage : nécessaires pour étendre le service en quartier, où un financement public local n'est pas envisageable actuellement.

Une démarche à améliorer encore : les tris métaux, plastiques, etc....échappent à la structure GACK et sont dépendants des cours, des acheteurs. Et pas de solution pour les piles (qui nécessiteraient une démarche nationale). Mais la qualité du tri peut toujours être améliorée et permettre une amélioration du prix de vente (qui a déjà été augmenté en 2015 pour mieux prendre en compte les coûts de livraison). Des gains logistiques sont nécessaires et possibles : installations au marché, matériel plus gros, ...Nécessaire aussi pour sécuriser, professionnaliser et garder les équipes.

Un fonctionnement du marché qui doit évoluer, tant au niveau des opérateurs qu'au niveau de l'aménagement. Espérance que les futures autorités locales prendront le problème à bras le corps.

Un service non équilibré nécessitant de nouveaux financements : CAG44 assure encore près de la moitié du fonctionnement (correspondant plus ou moins à l'activité « évacuation tracteur »), car les redevances reversées au GACK pour le nettoyage et l'évacuation des ordures sont très insuffisantes et les versements et tonnages en quartier sont faibles (faible proportion des ménages participants). La pérennisation du service et son extension demandent un engagement réel de la CUK (tarification, perception, organisation) et encore des financements extérieurs.

## **b. KINDIA EAU**

**DURÉE** : Février 2013- Décembre 2016

**PARTENAIRES FINANCIERS** : CANAL +

**BUDGET RÉALISÉ EN 2015**: 64 274 €

**PRÉVISIONNEL 2016** : 134 000€

**SALARIÉS DU PROJET** : Joseph Fassa Ouendeno, Responsable technique eau

**ADMINISTRATEURS / BÉNÉVOLES IMPLIQUÉS DANS LE SUIVI DU PROJET** :

Pierre Demerlé

Dominique Romann (bénévole)

Lise Détrimont (bénévole)

Commission eau/ assainissement

**PARTENAIRES LOCAUX DU PROJET** :

Commune Urbaine de Kindia (CUK)

Agence Communale de l'Eau et de l'assainissement (ACEA)

**OBJECTIFS GÉNÉRAL**:

1/ Améliorer l'accès à une eau de qualité des populations de Kindia

**OBJECTIFS SPÉCIFIQUES** :

1/ Aménager et/ou réhabiliter 15 points d'eau sur la CUK

2/ Accompagner l'ACEA dans la mise en place des conditions de gouvernance, de fonctionnement et de bonne gestion des points d'eau

**ACTIVITÉS** :

1.1 : Diagnostic techniques, social et économique des points d'eau de Kindia

1.2 : Identification des 15 PE

1.3 : Lancement des travaux d'aménagement et de réhabilitation des PE retenus

1.4 : Mise en place des CPE

1.5 : Formation des usagers

1.6 : Suivi qualité de l'eau, fonctionnement et gestion des PE

1.7 : Transfert à l'ACEA

**BILAN DES ACTIVITÉS 2015** :

Sur l'année 2015 4 points d'eau ont été finalisés, réceptionnés ou totalement réalisés sur le cours de l'année. Il s'agit notamment de la réalisation de :

- deux forages : un dans le quartier Kenendé et un dans le quartier de la Gare, suite au constat de la présence élevée de nitrates dans un ouvrage hydraulique réalisé dans le même quartier ;

- de deux bornes fontaines dans les quartiers CACIA et Abattoir, dont une a finalement été détruite fin 2015 par la municipalité suite au conflit foncier qui est survenu une fois l'ouvrage réalisé.

Une étude a été conduite pour voir la faisabilité d'un réaménagement d'un mini réseau à partir de la source de Koukou. Le diagnostic économique et social a révélé la non pertinence de la réalisation. L'équipe et l'ACEA ont décidé de réorienter les recherches sur les possibilités de réponses aux besoins exprimés sur les quartiers Est et notamment Koliady.

Deux gestionnaires (une femme et un homme) par point d'eau sont recrutés au sein du quartier dans une démarche de concertation entre le quartier et l'ACEA. Les gestionnaires sont des personnes volontaires du quartier, ayant les qualités requises (reconnues par le quartier, sachant tenir une petite comptabilité, étant disponibles sur les horaires d'ouverture du point d'eau,...). Ils bénéficient d'une formation sur le fonctionnement quotidien, les tâches d'entretien courantes du point d'eau, la tenue des outils de suivi et de

gestion du point d'eau. Ils collectent quotidiennement auprès des usagers le prix de vente au bidon d'eau, qu'ils déposent mensuellement à l'ACEA qui leur reverse 25% des recettes.

### **DIFFICULTÉS ET OBJECTIFS 2016**

L'ensemble de ces points d'eau est suivi sur le plan de la qualité, du fonctionnement, et de sa gestion, tant au niveau du Point d'eau que de l'ACEA. Le suivi sur plus d'un an de fonctionnement pour quelques uns de ces points d'eau soulève de nouveaux questionnements, analyses, sur les pratiques et usages « des services de l'eau ».

Des incohérences entre les besoins/ attentes exprimés - évalués dans les phases de diagnostic et la fréquentation du point d'eau....?

Des dysfonctionnements dans le reporting entre l'eau puisée et l'eau vendue ?

Cette situation, générale sur l'ensemble des points d'eau gérés par l'ACEA, amène des réflexions sur les outils d'évaluation réels de la demande d'accès à l'eau, selon le type d'approvisionnement ? Des outils de contrôle du bon fonctionnement du PE par les usagers ? Par l'ACEA ? Des outils d'harmonisation des tarifications entre les différents opérateurs (SEG/ ACEA) pour un meilleur fonctionnement et une plus grande équité selon les types de branchements ?

En 2016, les orientations portent ainsi sur :

- Le renforcement des capacités de l'ACEA du point de vue des outils de diagnostics et d'analyses des besoins en eau des populations ;
- Le renforcement de la gouvernance des points d'eau et de la politique locale animée par l'ACEA ;
- La réalisation d'un système d'approvisionnement en eau potable pour le quartier de Koliady, en cohérence avec le projet de réhabilitation du réseau principal et des extensions de la desserte en eau potable.

**c. EDUKINDIA : LES ACTEURS ÉDUCATIFS SE MOBILISENT EN FAVEUR DE L'ASSAINISSEMENT, DE L'HYGIÈNE ET DE LA PROTECTION DU CADRE DE VIE**

**DURÉE** : Mai 2013- décembre 2016

**BUDGET** : 324 728€

**BUDGET REALISE 2015** : 87 000 €

**PRÉVISIONNEL 2016** : 102 890 €

**PARTENAIRES FINANCIERS** : Basse Goulaine/Bouaye/Orvault/Ste Luce/St Jean de Boiseau/Nantes Métropole/ Agence de l'Eau Loire Bretagne (AELB)/Crédit Mutuel

**SALARIÉS DU PROJET** : Mariama Abou Camara, Responsable du projet Edukindia

Elsa Cardinal, Directrice en charge de la coordination du pilotage et des activités d'échanges entre les territoires

**ADMINISTRATEURS /BÉNÉVOLES IMPLIQUÉS DANS LE SUIVI DU PROJET** :

Les élus des communes françaises partenaires

**PARTENAIRES LOCAUX DU PROJET** :

Commune Urbaine de Kindia (CUK)

Agence Communale de l'Eau et de l'Assainissement (ACEA)

Direction Préfectorales de l'Education (DPE)

Délégation Spéciale de l'Enseignement Élémentaire (DSEE)

Fédération Préfectorale des Artisan de Kindia (FPAKI)

Coordination des Associations de Jeunes Guinéens de Kindia (CAJEG K)

L'Association des Parents d'Elèves et Amis d'Elèves (APEAE)

Ecoles de Kindia

**OBJECTIFS GÉNÉRAUX** :

1/ Contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations

2/ Renforcer la citoyenneté sur les enjeux sanitaires et environnementaux

3/ Améliorer les conditions sanitaires des élèves de Kindia

**OBJECTIFS SPÉCIFIQUES** :

1/ Fournir des infrastructures sanitaires de base aux écoles

2/ Eduquer et sensibiliser les élèves à l'hygiène, l'assainissement et la protection de l'environnement et ainsi renforcer la conscientisation citoyenne et le changement des comportements dans ces quartiers

3/ Promouvoir les échanges scolaires et citoyens entre les acteurs sociaux et éducatifs des communes partenaires

**ACTIVITÉS** :

1.1: Diagnostic social, technique et économique de chaque école pour la réalisation des infrastructures sanitaires

1.2 : Définition et mise en place d'une organisation de gestion et d'entretien des infrastructures sanitaires

1.3 : Réalisation des infrastructures

1.4 : Formation des usagers/bénéficiaires à l'usage, l'entretien et la gestion des infrastructures

1.5 : Suivi des équipements : usage, entretien et gestion

2.1 : Mise en place d'un comité de suivi dans chaque école et d'un comité de coordination des activités d'éducation et de sensibilisation inter-écoles

2.2 : Formation du comité de coordination et des équipes - écoles sur la sensibilisation aux enjeux d'hygiène, d'assainissement et de protection du cadre de vie

2.3 : Conception des outils de sensibilisation

2.4 : Formation des comités d'écoles

2.5 : Mise en œuvre du programme d'actions éducatives dans les écoles

3.1 : Séminaire EduKindia

*3.2 : Création d'outils de connaissance de la Guinée et de valorisation des engagements avec Kindia*

*3.3 : Mise en lien/ Jumelage des établissements scolaires*

*3.4 : Réalisation de supports de communication sur le projet*

### **BILAN DES ACTIVITES 2015 :**

EduKindia est le projet de coopération décentralisée qui engage les Communes de Basse Goulaine, Bouaye, Orvault, Sainte Luce sur Loire et Saint Jean de Boiseau sur un projet commun avec la Commune Urbaine de Kindia. Il s'inscrit dans la continuité d'un travail engagé dans le cadre du projet Trois Rivières sur l'assainissement et la préservation du cadre de vie.

EduKindia permet de développer auprès de 6 écoles des quartiers des Trois Rivières un accompagnement concret et complet des acteurs sur l'éducation à l'hygiène, l'assainissement et la préservation du cadre de vie.

Infrastructures, formations, sensibilisations, les activités du projet ont permis de doter les élèves et enseignants de ces établissements en infrastructures sanitaires de qualité; de travailler avec la collectivité et la communauté éducative à la gestion, au fonctionnement et l'entretien de ces infrastructures; de travailler à une dynamique commune des établissements et de la collectivité pour sensibiliser et éduquer les populations de Kindia, à commencer par les élèves aux enjeux sanitaires.

Ebola a évidemment impacté la réalisation du projet. Le contexte et les conséquences dramatiques de cette épidémie ont également mis en avant toute la pertinence des actions conduites par EduKindia.

L'année 2015 s'est concentrée sur le suivi des ouvrages réalisés en 2014, de leur fonctionnement, de l'application du règlement déterminé par les Comités de Développement de chacune des écoles, la Direction Préfectorale de l'Education et l'ACEA.

Dans chaque école, un groupe de travail s'est également constitué pour élaborer un programme d'actions éducatives sur l'hygiène, l'assainissement et la protection du cadre de vie pour l'année scolaire 2015- 2016. Des formations à destination des membres de ces groupes ont été organisées par l'ACEA en partenariat avec l'Agence panafricaine Eau et Assainissement pour l'Afrique.

Ce projet comporte également une dimension d'échange entre les acteurs éducatifs d'ici et de là-bas, qui s'est concrétisée par l'engagement d'enfants des communes d'ici et de Kindia dans un projet commun d'expression photographique sur leur quotidien. En France et en Guinée, les enfants parties prenantes de cette démarche d'échange ont eu à leur disposition des appareils photos pour réaliser des prises de vues sur les moments importants qui marquent leur quotidien. Deux photographes professionnels, Karoll Petit en France et Mamady Lamah en Guinée, ont accompagné les enfants dans cette démarche et ont posé leur propre regard de photographes sur le quotidien des enfants.

A partir des clichés réalisés par les enfants et les photographes, une exposition « Regards d'Enfants » a été réalisées.

Support à la découverte de l'autre, et à la réalisation de démarches d'échanges entre les enfants, elle a pu commencer sa tournée en France sur la fin de l'année avec son vernissage à Saint- Jean -de -Boiseau en décembre 2015. Elle témoigne de la volonté de part et d'autre de trouver les moyens, les outils de faire dialoguer, se rencontrer les populations de nos territoires, ici les enfants.

### **OBJECTIFS 2016**

Un comité de pilotage s'est tenu en décembre 2015 à Saint-Jean-de-Boiseau, en présence des cinq communes françaises et de l'ACEA. Il a permis d'établir un bilan partagé du projet et d'engager les discussions sur les perspectives d'un futur triennal. Il a fixé pour objectifs sur 2016 de : consolider les démarches d'éducation et de sensibilisation engagées avec les écoles de Kindia ; de travailler avec les équipes d'animation de chaque commune à la

valorisation des échanges scolaires s'engageant autour de l'exposition ; de construire avec la Commune Urbaine de Kindia les orientations du futur programme de coopération décentralisée avec ses communes partenaires.

#### **d. ACCES A L'EAU POTABLE- KINDIA PHASE 1**

**DURÉE** : Octobre 2015- avril 2016

**BUDGET** : 80 000€

**BUDGET REALISE 2015** : 26 074 €

**PRÉVISIONNEL 2016** : 600 000€

**PARTENAIRES FINANCIERS** :

Syndicat des Eaux d'Ile de France

**SALARIÉS DU PROJET** :

Joseph Fassa OUENDENO

**ADMINISTRATEURS / BÉNÉVOLES IMPLIQUÉS DANS LE SUIVI DU PROJET** :

Daniel Krier

Lise Détrimont

Dominique Romann

**PARTENAIRES LOCAUX DU PROJET** :

Commune Urbaine de Kindia (CUK)

Agence Communale de l'Eau et de l'Assainissement (ACEA)

Société des Eaux de Guinée

**OBJECTIFS GÉNÉRAUX** :

1/ Améliorer l'accès à l'eau potable des habitants de Kindia

**OBJECTIFS SPÉCIFIQUES** :

1/ Réhabiliter la production de la station de Kilissi qui alimente le réseau principal

2/ Diagnostiquer l'état du réseau et de ses installations

3/ Etudier la faisabilité du développement de l'accès à l'eau potable sur les quartiers de la périphérie Est de Kindia

**ACTIVITÉS** :

1.1: Remplacements de pompes à la station de Kilissi

1.2: Installation et mise en route d'un système automatisé de gestion de la production et du traitement de la filière OPALIUM

1.3 : Suivi de la production

2.2 : Diagnostic du réseau principal et de ses installations

2.3 : Budgétisation de la réhabilitation du réseau principal

3.1 : Diagnostic de l'AEP sur les quartiers Wondy, Simbaya et Koliady

3.2 : Etude hydrogéologique d'évaluation de la ressource en eau pour de nouvelles infrastructures de production et d'approvisionnement des quartiers de la périphérie Est de Kindia

**BILAN DES ACTIVITES 2015** :

Le projet s'inscrit dans la continuité d'actions de coopération engagées entre la SEG, notamment la Direction Nationale Equipements, Maintenance et Travaux et le SEDIF, pour la remise à niveau de la filière OPALIUM de la station de production de Kilissi. La SEG a souhaité aller plus loin en étudiant les possibilités d'extensions de l'AEP sur la périphérie Est de la Commune Urbaine de Kindia à partir de nouveaux sites de productions de type forages industriels. Le contexte Ebola, la nouvelle dimension des propositions d'actions de la SEG, ont amené le SEDIF et la SEG à solliciter l'accompagnement de CA Guinée 44 pour coordonner les activités dans un meilleur maillage avec les acteurs locaux, notamment la Commune Urbaine de Kindia et son agence de l'Eau et de l'Assainissement.

L'association a ainsi engagé une démarche, depuis avril 2015, d'animation d'une concertation locale entre la SEG Nationale, la SEG Kindia, l'ACEA, la CUK afin de mettre en

partage les orientations et priorités de chaque acteur sur l'accès à l'eau potable à Kindia, de définir des orientations et une programmation commune, de mobiliser les moyens internes et externes nécessaires pour conduire le projet commun.

Cette démarche a conduit à la définition du présent projet, articulé autour de trois axes :

- l'optimisation de la production et de la distribution sur les équipements du réseau principal de Kindia ;
- l'étude des possibilités d'extension de l'Approvisionnement en Eau Potable sur les quartiers de la périphérie Est de Kindia (prioritairement les quartiers Koliady, Simbaya et Wondy) ;
- l'étude des conditions de gouvernance et de gestion de nouvelles infrastructures d'AEP.

Les activités ont démarré en octobre 2015 sur :

- d'une part la définition des modalités de partenariat entre CA Guinée 44, la SEG et l'ACEA ;
- d'autre part, le premier axe d'intervention, et notamment la mise en place des équipements de production renouvelés sur la station de Kilissi, et la préparation de la mission de mise en route opérée par le fournisseur, OPALIUM, qui s'est tenue dans la première quinzaine de janvier.

### **DIFFICULTÉS ET OBJECTIFS 2016**

La concertation locale permanente entre la SEG et la collectivité locale (CUK), qui devrait se réaliser formellement au sein de l'ACEA dont le Conseil d'Administration réuni ces deux acteurs, n'est pas acquise, et ce projet en est l'illustration. Cela témoigne d'une difficulté, qui n'est pas propre à Kindia mais générale en Guinée, de la bonne reconnaissance, compréhension du rôle, des responsabilités de la Collectivité locale, dans l'exercice de sa compétence eau et assainissement. Néanmoins, ce type de projet doit contribuer au local à une meilleure compréhension des prérogatives de chacun, de leur complémentarité et de leur nécessaire coopération.

Les objectifs pour 2016 sont :

- la conduite des premières interventions sur Kilissi (mission 1 opalium);
- le suivi de la production ;
- la programmation et budgétisation des travaux restant sur Kilissi ;
- le diagnostic des fuites et des installations du réseau principal ;
- la budgétisation des réhabilitations à prévoir sur le réseau principal ;
- l'étude socioéconomique des besoins en AEP des populations des quartiers de la périphérie Est ;
- l'étude hydrogéologique de la ressource en eau sur une zone de potentielle production pour alimenter les quartiers est de la Ville ;
- l'étude hydraulique urbaine pour concevoir des installations de distribution des quartiers de la périphérie Est ;
- le renforcement des capacités de dialogue et de coordination de la commune et des opérateurs de l'eau ;
- la définition d'une politique tarifaire locale et de gestion qui garantisse l'équilibre et l'autonomie de fonctionnement des nouvelles infrastructures d'AEP.

## **B. Agriculture et environnement**

### **1. Ambitions et finalités**

Les engagements de l'association dans les domaines de l'agriculture et de l'environnement se fondent sur les ambitions et finalités suivantes :

- Améliorer le revenu des familles vivant de l'agriculture
- Renforcer les organisations professionnelles de producteurs
- Préserver l'environnement par une gestion durable de la ressource en bois
- Promouvoir la concertation des acteurs locaux pour l'élaboration de politiques locales de développement rural intégrant la place des jeunes

### **2. Les projets**

L'association est engagée dans ce domaine au travers de deux projets de solidarité internationale portée dans le cadre de consortium engageant des acteurs français et guinéens.

#### **a. SECURITE ALIMENTAIRE POUR LES EXPLOITATIONS FAMILIALES DE BASSE GUINEE**

**DUREE** : Janvier 2011- Décembre 2015

**BUDGET** : 2 276 700 €

**BUDGET REALISE 2015** : 130 000 €

**PARTENAIRES FINANCIERS** : Union Européenne, Ministère de l'Agriculture / AFD

**SALARIES DU PROJET** : Sékou Berete, Responsable de projet, Lanciné Condé, Conseiller à la Fédération des Organisations Paysannes de Basse Guinée , Claudine Jacquemet, Gestionnaire Programme SABG et Assistante Technique RAF FOPBG, Mamadou Saliou Condé, Chauffeur

**ADMINISTRATEURS /BÉNÉVOLES IMPLIQUÉS DANS LE SUIVI DU PROJET** :

Pierre Demerlé

Commission agriculture / alimentation

**PARTENAIRES ET BENEFICIAIRES LOCAUX DU PROJET** :

La Fédération des Organisations Paysannes de Basse Guinée (FOPBG)

L'Association pour la Promotion Economique de Kindia / agriculture (APEK Agriculture)

Univers Sel (US)

Association pour le Développement de l'Agriculture de Mangrove (ADAM)

Réseau Guinéen pour la Traction Animale et le Développement Intégré (RGTA-DI)

**OBJECTIFS** :

- 1/ Sécuriser et diversifier les productions, améliorer la productivité des exploitations par une meilleure gestion afin d'améliorer l'alimentation et diversifier les revenus des paysans
- 2/ Permettre aux organisations de producteurs de Basse Guinée de connaître et renforcer la place des exploitations familiales dans la structuration des filières riz et maraîchage

**ACTIVITES** :

1.1 : Nouveaux Aménagements (1 600ha) [ADAM, APEK, US]

1.2 : Formations sur les techniques agricoles (10 000 producteurs) [ADAM, APEK, RGTA, US]

1.3 Formation à la diversification / Formation en gestion simplifiée/ Formation et équipement en machines post récoltes

- 1.4 : Promotion de la Traction Animale (300 paires de Bœufs) [RGTA]
- 1.5 : Conseil aux exploitations familiales (300 producteurs) [APEK, FOPBG, CAG44]
- 1.6 : Dispositif semences 100% paysannes animation, formation du réseau de producteurs semenciers [FOPBG, APEK, CAG44]
- 1.7 : Sensibilisation pour une alimentation équilibrée et diversifiée dans les EF [FOPBG] Formation équilibre alimentaire (CAG44)
- 2.1 : Les filières sont caractérisées notamment en matière de sécurité alimentaire et la place des EF dans ces filières riz et maraichage est connue [CAG44, FOPBG] (Etudes et diagnostic agricole)
- 2.2 : L'accès aux moyens de production des EF (sols, semences, engrais, main d'œuvre, ...) est amélioré et suivi par la FOPBG [FOPBG, CAG44, APEK, US]
- 2.3 : Les dynamiques d'organisations de producteurs en matière de transformation et commercialisation de produits agricoles sont accompagnées par la FOPBG [FOPBG, CAG44]
- 2.4 : La FOPBG a développé et formalisé des partenariats [FOPBG, CAG44]

#### **BILAN DES ACTIVITES 2015 :**

Le premier trimestre 2015 a permis de clôturer les activités du projet SABG devant s'achever initialement en juin 2014.

Il s'est agi essentiellement de :

- l'accompagnement dans la valorisation des aménagements de mangroves et de bas fonds réalisés sur la dernière campagne ;
- l'accompagnement à la gestion économique des machines outils de gestion post récoltes (moulins, décortiqueuses...) dont ont bénéficié une vingtaine de groupements issus des organisations membres de la FOPBG ;
- réaliser à Kolabouyi une boutique d'exposition et de vente pour la Coopérative des Femmes Transformatrices de Produits Locaux de Kolabouyi ;
- définir et d'accompagner la réalisation d'une évaluation finale externe réalisée par l'IRAM, et portant pour partie sur la trajectoire de la FOPBG et des recommandations stratégiques au regard des enjeux d'évolutions de la structure.

L'assistance technique à la FOPBG s'est prolongée jusqu'à fin 2015 sur un financement complémentaire du programme Riz BG piloté par le Ministère de l'Agriculture et l'AFD.

Un bilan global du projet et du partenariat engagé avec la FOPBG a été réalisé, tirant des conclusions et enseignements pour la suite des orientations à donner au partenariat.

Si globalement les activités du projet sont jugées pertinentes au regard des enjeux et besoins des exploitations familiales de la Basse Guinée et de leurs organisations, la diversité des activités, et des acteurs, l'étendue du territoire d'intervention se sont révélées trop ambitieuses pour permettre la capitalisation et la pérennisation des activités innovantes. La difficulté majeure rencontrée avec les organisations partenaires est le passage d'une logique sociale d'appui aux membres à une logique davantage économique, où la gestion de services économiques des OP à leurs membres permet d'autonomiser pour partie des appuis relevant davantage de services d'intérêts généraux (alphabétisations, sensibilisations...). Le renforcement de la FOPBG vers davantage d'autonomie à l'égard de l'aide extérieure, par une professionnalisation de la structure dans ses services aux membres, s'est heurté à des enjeux de gouvernance interne, à des facteurs externes tel que la crise Ebola ou le démarrage de nouveaux programmes d'appui au développement agricole en Basse Guinée ayant leur propre logique d'intervention.

Néanmoins, l'association a maintenu son assistance technique à la FOPBG tout au long de l'année 2015, avec pour objectif d'accompagner la structure dans ses évolutions stratégiques, et ce afin de lui permettre de dépasser les tensions liées à sa gouvernance, d'engager les réformes internes pour mieux prendre en compte les besoins spécifiques de ses membres selon leurs filières de productions, de travailler à des stratégies d'appuis spécifiques aux différentes filières.

L'objectif pour 2016 est ainsi de concevoir et d'opérationnaliser un projet pilote de structuration et d'appui à la filière maraichère sur la région de Kindia, dans une approche

chaines de valeurs, une dynamique de capitalisation qui permette à la FOPBG de modéliser des services économiques pouvant être déployés par elle et/ou ses membres sur l'étendue de son territoire et au profit de l'ensemble des productions intéressants ses membres.

**b. 9 000 CUISEURS A BOIS ECONOMES POUR LA BASSE GUINEE**

**DUREE** : Avril 2012- Décembre 2015

**BUDGET** : 583 800 €

**BUDGET RÉALISÉ 2015** : 170 000€

**PRÉVISIONNEL 2016** : 96 000€

**PARTENAIRES FINANCIERS** : CFSI/KINDIA +/ Fondation Albert de Monaco

**SALARIES DU PROJET** :

*Kollet Keita, Responsable du projet*

*Marion Dorel, Chargée de mission Mécanisme de Développement Propre*

**ADMINISTRATEURS /BENEVOLES IMPLIQUES DANS LE SUIVI DU PROJET** :

*Pierre Demerlé*

*François Kammerer*

*Commission agriculture /alimentation*

**PARTENAIRES DU PROJET** :

*L'Association pour la Promotion Economique de Kindia / agriculture (APEK Agriculture)*

*Fédération Régionale des Artisans de Kindia (FRAKI)*

*Fédération des Organisations Paysannes de Basse Guinée (FOPBG)*

*Bolivia Inti Sud Soleil (BISS)*

**OBJECTIFS** :

*1/ Produire, promouvoir et commercialiser 9 000 Cuiseurs à Bois Economes sur la Basse Guinée*

*2/ Renforcer les pratiques des collectivités locales de Basse Guinée en matière de gestion des ressources naturelles*

**ACTIVITÉS** :

*1.1: Identification et formalisation des modalités d'engagements des acteurs de production*

*1.2: Identification et formalisation des modalités d'engagements des acteurs de la commercialisation*

*1.3: Etude technique, fabrication et test de prototypes de CBE « industriel » (grand format)*

*1.4: Définition des cahiers des charges pour la production de différents modèles de CBE*

*1.5: Recrutement, formation et positionnement équipe animation locale de l'APEK Agriculture*

*1.6: Identification lieu/points de production et de vente des CBE*

*1.7: Formation des artisans - producteurs CBE*

*1.8: Formation des ambassadrices/vendeuses*

*1.9: Mise en place du contrôle qualité et de la certification*

*1.10: Mise en place de la stratégie de communication*

*2.1: Atelier d'échange et de concertation entre les collectivités locales, les services de l'Etat et les citoyens sur la gestion des ressources naturelles*

*2.2: Campagne d'information et de sensibilisation pour la lutte contre la déforestation*

*2.3: Campagne de reboisement*

*2.4: Campagne de promotion des CBE par les collectivités locales*

**BILAN 2015** :

Le contexte Ebola qui a touché la Basse Guinée sur la fin 2014 et toute l'année 2015 a fortement impacté le projet de promotion des Cuiseurs à Bois Economes. La limitation des déplacements, l'interdiction des réunions communautaires, le contexte d'urgence

sanitaire, les impacts économiques directs sur le pouvoir d'achat des populations ont eu raison des objectifs visés pour la commercialisation des cuiseurs.

Sur 2015, la production a été volontairement limitée afin de concentrer les efforts sur la commercialisation des stocks produits, le processus de labellisation carbone et le plaidoyer auprès des pouvoirs publics.

Ainsi, la production en 2015 a enregistré 1 040 nouveaux Cuiseurs à Bois Economes produits correspondant à l'exécution et la livraison de lots contractualisés sur 2014.

La commercialisation, déjà impactée en 2014 par le contexte Ebola, l'a de nouveau été en 2015. Si les chiffres de ventes sont meilleurs en 2015 qu'en 2014, 1847 contre 1275, ils n'en restent pas moins bien en deçà du potentiel d'équipements et des objectifs fixés à l'équipe projet.

Ces difficultés de commercialisation des cuiseurs à bois économiques ont réinterrogé l'équipe sur la stratégie d'intervention et l'ont amenée à développer de nouvelles actions. Parmi les freins identifiés qui ont guidé les nouvelles actions :

- la concurrence « déloyale » résultant de la mise en œuvre de projets de diffusion de foyers améliorés distribués gratuitement auprès de communautés cibles sur les mêmes territoires que le projet conduit par l'association ;
- le prix de vente du CBE qui reste élevé au regard du contexte de pauvreté et des capacités de financements comptant des ménages.

En vue d'harmoniser les stratégies d'intervention des projets de diffusion d'outils de cuisson écologique, une démarche de concertation a été engagée avec les différents acteurs et programmes de diffusion des foyers améliorés. **Un atelier national de co-construction d'un plaidoyer commun** a été porté par un consortium composé de Carbone Guinée, APEK Agriculture, BISS et CA Guinée 44. Il a réuni une centaine de participants issus d'organisations de la société civile parties prenantes des programmes de diffusion de foyers améliorés, les pouvoirs publics au travers des ministères de l'énergie, de l'environnement, de la promotion féminine, les représentants des institutions internationales intervenants en soutien aux politiques et programmes de diffusion des foyers améliorés. Cet atelier a abouti à la rédaction commune par les participants d'une note de plaidoyer pour une stratégie de promotion des foyers améliorés qui permet tout à la fois de promouvoir : l'accès des familles guinéennes à des équipements énergétiquement sobres, et des filières de production et de commercialisation qui soutiennent le développement économique local.

Deuxième action initiée en 2015 par l'équipe projet pour soutenir la commercialisation, **le développement d'un partenariat avec les Associations Villageoises d'Épargne et de Crédits** présentes sur le territoire de Kindia. Ces associations constituées chacune de 20 à 40 femmes membres épargnent les cotisations de leurs membres pour engager des achats groupés, notamment de CBE, qu'elles revendent à crédit à leurs membres. Sur le dernier trimestre 2015, une dizaine de contrats portant sur 30 à 50 CBE ont été passés avec ces Associations d'Épargne et de Crédits. Elles sont un acteur intéressant dans la chaîne de commercialisation car permettent de s'appuyer sur un système de microcrédit déjà existant, formalisé, fonctionnel et intégralement géré par les associations. Le partenariat se poursuit sur 2016. Leurs modalités de fonctionnement sont étudiées par l'APEK afin d'analyser la possibilité de développer ce type d'organisations communautaires féminines sur d'autres communes rurales des préfectures de Kindia et de Téliélé.

Enfin, dernière initiative engagée en 2015 pour renforcer les stratégies de promotion et de commercialisation : **le partenariat avec la Commune de Téliélé**. Celle-ci a sollicité l'appui du projet pour contribuer aux investissements nécessaires pour l'équipement de la filière chaudronnerie du Centre des Arts et des Métiers initiés par la Commune. Une convention a été signée entre la Commune et le projet dans un esprit de partenariat gagnant-gagnant. Le budget des investissements nécessaires équivaut à la recette de 500 Cuiseurs à Bois Economes. Ainsi, la commune s'est engagée à promouvoir et assurer la

vente sur son territoire de 500 CBE, afin de dégager les recettes nécessaires à l'équipement de son centre des Arts et des Métiers. Signée sur le dernier trimestre 2015, dans un contexte de changement des représentants du conseil municipal, ce partenariat n'a pas porté réellement ses fruits sur cette fin d'année 2015 et nécessite de par sa spécificité un suivi et une évaluation particulière sur 2016.

Le processus de labellisation carbone mis en œuvre par Bolivia Inti Sud Soleil a accompagné le renforcement des stratégies de commercialisation engagée en 2015. La démarche engagée depuis 2010 sur le territoire de la préfecture de Kindia selon la procédure directe de Gold Standard a fait l'objet d'une réactualisation. Concrètement le Project Design Document (PDD) rédigé en 2012 a été réactualisé fin 2014 et début 2015, pour être de nouveau déposé à la fin de l'année 2015. Le territoire de la Basse Guinée a fait l'objet d'un zonage correspondant aux futurs territoires de suivi du processus de labellisation selon une procédure indirecte devant s'intégrer dans un Programme de labellisation carbone plus large appelé POA et porté par une entité tierce. Ainsi, 4 nouveaux processus de labellisation territorialisés seront engagés en 2016, 2017, 2018, en parallèle de l'aboutissement du processus direct qui concerne le territoire des préfectures de Kindia et Téliélé.

A la fin de l'année 2015, pour se conformer aux nouvelles règles de labellisation carbone des outils, des CBE guinéens promus par le projet ont fait l'objet d'une caractérisation énergétique conduite par un laboratoire indépendant, basé à Bamako, reconnu pour la région d'Afrique de l'Ouest, le CERES.

#### **DIFFICULTES ET OBJECTIFS 2016 :**

Comme évoqué, les principales difficultés rencontrées sur 2015, comme sur 2014, concernent la promotion et commercialisation des CBE.

En dehors, des difficultés liées à l'atteinte des objectifs quantitatifs du projet, le suivi-évaluation a également révélé des difficultés liées au suivi et à la capitalisation de la filière. En effet chaque CBE bénéficie d'un numéro de série, chaque vente de CBE fait l'objet d'une fiche d'identification renseignée par la vendeuse qui permet de dater la vente, de nommer et localiser l'acquéreur(se). Ce suivi indispensable pour l'évaluation du projet et pour l'aboutissement de la démarche de labellisation carbone, n'est pas réalisé avec suffisamment de rigueur et met en difficulté le processus de labellisation. Pour permettre un meilleur suivi de la filière de la production à la commercialisation et garantir les outils de suivi, Coopération Atlantique Guinée 44 a mis en place un logiciel en ligne correspondant à une base de données de la production et de la commercialisation. Ainsi, sans changer les outils au niveau des acteurs de la chaîne (artisans et vendeuses), ce logiciel doit faciliter le suivi opéré par l'équipe projet. En 2016, la formation de l'équipe sur ce logiciel, le renforcement des formations auprès des vendeuses pour une plus grande rigueur dans le renseignement des fiches de vente, la révision des termes des contrats avec les vendeuses et avec l'équipe d'appui aux vendeuses de l'APEK pour introduire dans les engagements des indicateurs non pas uniquement quantitatifs (nombre de cuiseurs vendus) mais également qualitatifs (nombre de cuiseurs vendus et accompagnés d'une fiche de vente précisément renseignée) sont des mesures visant à corriger et améliorer les stratégies de commercialisation et de labellisation carbone étroitement liées.

Les stratégies mises en œuvre dans le cadre de nouveaux partenariats avec les Associations d'Épargne et de Crédits, les collectivités locales, vont être suivies et évaluées en 2016.

Les orientations pour 2016, concentrent également les moyens d'accompagnement sur le territoire de Kindia et Téliélé, afin de renforcer la stratégie de labellisation directe sur ce territoire dont le processus est le plus avancé et doit aboutir d'ici la fin de l'année 2016 par la délivrance des premiers crédits carbone.

Enfin, les stratégies de plaidoyer engagés en 2015 dans le cadre de l'atelier nationale et des ateliers de contributions aux indicateurs guinéens de lutte contre le changement climatique, révisés dans le cadre de la COP 21, seront suivies en lien avec la société civile. La Guinée a pris des engagements durant la COP21, dont l'application par les pouvoirs publics sera un objet de suivi pour les acteurs du projet.

## **C. Insertion sociale et économique des jeunes**

### **1. Ambitions et finalités**

Les engagements de l'association en faveur de l'insertion sociale et économique des jeunes se fondent sur les ambitions et finalités suivantes :

- Favoriser la participation sociale et citoyenne des jeunes sur leur localité
- Soutenir et accompagner des dynamiques, projets de territoires visant l'insertion des jeunes sur leur territoire
- Promouvoir la concertation des acteurs sur les politiques de formation sociale et professionnelle des jeunes
- Soutenir et pérenniser des mécanismes locaux d'accompagnement et de soutien aux initiatives économiques et sociales des jeunes
- Favoriser les échanges et l'interconnaissance entre les jeunes d'horizons divers

### **2. Les projets**

L'association a conduit sur 2015, dans la continuité d'engagements pris sur 2014, deux projets de coopération décentralisée entre des communes rurales de la préfecture de Kindia et des communautés de communes de Loire Atlantique, et deux projets de solidarité internationale.

<b>a. COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE EN FAVEUR L'INSERTION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE DES JEUNES RURAUX EN LIEN AVEC LES PROJET DE LEURS COMMUNAUTÉS</b>
--

**La Communauté de Communes de la Région de Nozay et la Commune Rurale de Mambya** sont engagées depuis 2007 dans un partenariat de coopération décentralisée qui s'articule autour d'un soutien à la commune rurale de Mambya pour ses actions, initiatives en faveur de la jeunesse de son territoire.

De 2009 à 2014, la Communauté de Communes de la Région de Nozay a contribué à hauteur de 2000 euros par an à la réalisation d'une maison des jeunes sur la Commune Rurale de Mambya.

La contribution 2015 de 2000 euro portée en fonds dédiée contribuera à la réalisation d'une action en soutien aux investissements et activités de la Maison des Jeunes de Mambya en 2016.

**La communauté de Communes du Castelbriantais et la Commune Rurale de Samaya** sont également engagées dans un partenariat de coopération décentralisée visant à soutenir la lutte contre l'exode rurale des jeunes sur le territoire de Samaya par un soutien au développement de la vie associative et d'activités économiques.

La Commune de Samaya a souhaité être accompagnée dans le cadre de ce partenariat sur le développement d'un projet de tourisme communautaire sur son territoire afin de développer des activités et de l'emploi pour sa jeunesse.  
Les objectifs généraux ciblés sont :

- Le renforcement des capacités de la collectivité locale de Samaya dans la mise en œuvre d'une politique de développement touristique
- la participation de la population de Samaya au projet ;
- l'émergence d'un acteur local compétent en matière de gestion d'infrastructure d'accueil et de développement touristique

Dans la continuité des activités de mobilisation communautaire engagées en 2014, l'année 2015 a permis de définir avec la Commune Rurale de Samaya les actions prioritaires suivantes :

- le soutien aux initiatives des jeunes en matière d'assainissement du centre de Samaya ;
- la formation aux métiers de la guidance touristique de 6 jeunes de la localité ;
- l'identification formelle des familles volontaires à l'accueil touristique.

La crise sanitaire Ebola qui a frappé la localité sur l'année 2015 a mis à mal la réalisation de ces activités initiées et arrêtées en cours de route. Elles sont reprises sur le second semestre en 2016.

#### ***b. LA BIBLIOTHEQUE NUMERIQUE DE KINDIA***

***DUREE*** : septembre 2013- Décembre 2016

***BUDGET*** : 50 000€

***BUDGET RÉALISÉ 2015*** : 6 000€

***PRÉVISIONNEL 2016*** : 6 000€

***PARTENAIRES FINANCIERS*** : CFSI / KINDIA +

***PARTENAIRES LOCAUX DU PROJET*** : COMMUNE URBAINE DE KINDIA, DIRECTION PREFECTORALE DE L'EDUCATION, DIRECTION PREFECTORALE DE LA JEUNESSE, LA COORDINATION DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE DE KINDIA.

***OBJECTIFS*** : REDUIRE LA FRACTURE NUMERIQUE DES ELEVES, ETUDIANTS, ENSEIGNANTS DE KINDIA

#### ***ACTIVITES*** :

Aménager et équiper la bibliothèque de Kindia d'une salle informatique

Accompagner les acteurs responsables de la bibliothèque dans la définition des modalités de gestion et de fonctionnement de la salle informatique

Identifier les partenaires locaux d'accompagnement à la maintenance et la gestion du matériel

Identifier les partenaires au développement d'une base de données éducatives numériques

Former le personnel d'animation de la salle informatique

#### ***BILAN DES ACTIVITES 2015***

La Commune et la direction préfectorale de l'Education ont travaillé sur le premier semestre 2015 sur :

- **le projet de fonctionnement de la salle informatique et les activités à y développer** : le choix a été de développer la fonction de lieu de formation auquel peut se prêter la salle informatique, en ciblant comme public les élèves, étudiants, enseignants, demandeurs d'apprentissage à l'usage de l'informatique.

- **les modalités de fonctionnement et d'animation de cet espace** : deux enseignants ont été mis à disposition par la DPE pour assurer la gestion et l'animation quotidienne de

l'espace informatique. Ceux-ci ont ainsi été formés à animer un module de formation à l'initiation de l'outil informatique et des applications bureautiques de bases. La formation des animateurs de la salle informatique a été assurée par le CRIFIG, également en charge de la maintenance et du suivi du matériel informatique de la salle numérique de la bibliothèque de Kindia.

- **la rédaction d'une charte de fonctionnement et d'un règlement intérieur** à destination des gestionnaires - animateurs de la salle et des usagers. Ils établissent également les modalités d'accès aux services offerts par l'espace numérique (horaires d'ouvertures aux publics, plages horaires de formations collectives et de libre service, tarifications selon les statuts, abonnements, couts d'accès à la formation, couts des services informatiques, d'impressions...).

- **la mise en place des outils de gestion de la salle informatique** : les deux animateurs-gestionnaires ont été accompagné sur l'établissement des outils de gestion et de suivi des activités de la salle informatique.

- **L'identification des besoins en documentation des élèves, étudiants et enseignants de Kindia** : une enquête a été menée auprès du bibliothécaire pour identifier les ressources documentaires sollicitées et non disponibles au sein de la bibliothèque, auprès des enseignants du secondaire (lycée), des écoles nationales présentes sur Kindia (enseignant, infirmière...), de l'Université de Foulaya. Cet inventaire a permis d'identifier différentes catégories de ressources documentaires qui pourraient être acquises par l'espace numérique et accessible aux usagers de la bibliothèque. Des contacts sont pris avec différents acteurs institutionnels, associatifs susceptibles d'accompagner cette activité.

Ces activités ont permis de créer les conditions à l'ouverture de la salle informatique en Juin 2015. Une large communication a été faite en amont auprès des établissements de l'enseignement secondaire et supérieur, assurant la création des deux premiers groupes de douze personnes inscrit sur le module d'initiation à l'informatique. Ce module se réalise sur 16 demi-journées ; il est sanctionné par un test évalué par la CRIFIG reconnu centre de formation professionnelle et habilité à reconnaître des niveaux de qualifications en informatique. Au cours du second semestre 2015, se sont ainsi 70 personnes qui ont suivi le module de formation proposé par la bibliothèque de Kindia.

### **DIFFICULTES ET ORIENTATIONS 2016**

Le contexte Ebola a impacté la mobilisation des acteurs institutionnels, et des partenaires :

- la DPE mobilisée sur la réouverture des écoles à compter de février 2015 ;

- le CRIFIG dont le siège est à Mamou et ayant un centre à Conakry est passé moins régulièrement que prévu pour le suivi du matériel de Kindia et le suivi des formations dispensées sur Kindia.

Si la DPE et la CUK se sont mobilisés fin 2014 et début 2015 pour piloter le projet, le suivi de l'activité n'a pas été effectif sur le second semestre, laissant parfois les deux animateurs-gestionnaires de la salle informatique isolés face à quelques difficultés de fonctionnement.

Les objectifs sur 2016 sont tournés vers la mobilisation régulière du comité de suivi de la bibliothèque et la création d'un fonds documentaire numérique.

**c. L'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DES JEUNES EN MILIEU RURAL : UN ENJEU EN PARTAGE, UNE COOPERATION SOLIDAIRE ENTRE ACTEURS ET TERRITOIRES EN DEVENIR- PAYS DE LA LOIRE / BASSE GUINEE**

**DUREE** : Octobre 2014- Décembre 2017

**BUDGET** : 527 000€

**BUDGET RÉALISÉ 2015** : 90 000€

**PRÉVISIONNEL 2016** : 230 000€

**PARTENAIRES FINANCIERS** : CFSI/KINDIA + / CFSI/ Région Pays de la Loire/ Conseil Départemental de Loire Atlantique/ Fondation MFR dans le Monde/ Ministère Guinéen de la Formation Professionnelle

**SALARIES DU PROJET** : Sékou BERETE, Chérif Younoussa DIALLO, Elsa CARDINAL

**ADMINISTRATEURS ET BENEVOLES IMPLIQUES** : Bernard SUAUD, Michèle PELE, les membres de la commission jeunesse

**PARTENAIRES DU PROJET** : Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation/ Fédération Départementales des MFR de Sarthe et de Mayenne/ Fédération des Organisations Paysannes de Basse Guinée/ Ministère Guinéen de la Formation Professionnelle

**OBJECTIF GENERAL** :

Contribuer à une politique nationale guinéenne de formation professionnelle dont la finalité vise l'insertion socio-économique des populations jeunes (15- 30 ans) en milieu rural.

**OBJECTIFS SPECIFIQUES** :

OS1 : Favoriser des concertations pluri acteurs et territoriales pour faire émerger des parcours de formations professionnelles et d'insertion sociales et économiques de jeunes en milieu rural

OS2 : Expérimenter des dispositifs de formations professionnelles accompagnant l'insertion socioéconomique de jeunes ruraux sur les territoires des préfectures de Kindia et Boké

OS3 : Favoriser les partages d'expériences de formations professionnelles des jeunes ruraux portées par le réseau internationale des Maisons Familiales Rurales

OS4 : Capitaliser et partager l'expérience d'une démarche d'engagement en coopération solidaire de territoires à territoires

**ACTIVITES REALISEES** :

A1.1. Mise en place de deux plateformes de concertation territoriales (Kindia et Boké) sur les enjeux de formations professionnelles et d'insertion socioéconomique des jeunes ruraux ;

A1.3. Etablir des diagnostics territoriaux sectoriels des opportunités d'emplois, des enjeux de l'insertion et des opportunités de formations professionnelles;

A1.5. Organiser des rencontres et échanges d'expériences avec des acteurs non guinéens investis sur les questions de formation et d'insertion socioprofessionnelle des jeunes ruraux en s'appuyant sur le réseau international des Maisons Familiales Rurales ;

A2.1. Organiser, former, renforcer les forces locales des parcours de formation et d'insertion socioprofessionnelle des jeunes ruraux

A3.1. Capitaliser sur l'expérience des plateformes de concertation de Boké et Kindia et les expérimentations qu'elles conduisent

*A3.3. Organiser annuellement des restitutions et de mises en débat des expérimentations avec les pouvoirs publics centraux*

*A4.1. Favoriser les espaces de rencontres et d'échanges solidaires entre acteurs de la formation professionnelle des jeunes ruraux ;*

*A4.2. Organiser un voyage d'échanges avec les MFR des Pays de la Loire ;*

*A4.3. Organiser un voyage d'échanges avec des MFR Ouest Africaines en lien avec des territoires d'engagement des collectivités locales guinéennes ;*

*A4.4. Participer aux travaux et rencontres de capitalisation et d'échange d'expériences dans le cadre du programme Coopérer Autrement en Acteur du Changement porté par le CFSI*

### **BILAN 2015 :**

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un programme intitulé « Coopérer Autrement en Acteur du Changement » porté par le Comité Français pour la Solidarité Internationale, permettant à différents porteurs d'opérations pilotes comme la notre de mutualiser des démarches de capitalisation et de suivi-évaluation orientée sur les changements. Ce programme vise également à renforcer la coopération et la recherche de complémentarités entre les membres du CFSI.

Ainsi, la démarche de construction du partenariat avec l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales, recherchée initialement dans le souci de l'accompagnement des acteurs guinéens sur les enjeux de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes ruraux, s'est élargie à la construction d'un partenariat avec deux Fédérations Départementales de Maisons Familiales Rurales des Pays de la Loire (Sarthe et Mayenne), afin de renforcer sur leur territoires et auprès de leurs publics (responsables associatifs, équipes éducatives, élèves) la solidarité internationale, « L'Education au Monde et aux Autres ».

Ce projet a donc bien une double dimension territoriale : il ne s'agit pas uniquement d'agir auprès d'acteurs guinéens mais également auprès d'acteurs français. Il positionne l'association dans une fonction de médiation entre les acteurs des deux territoires.

Cette démarche nécessite un temps de travail de partage et de connaissance entre l'association (salariés en France et en Guinée, bénévoles) et les Maisons Familiales Rurales. Engagée en 2014 cette interconnaissance s'est renforcée en 2015 au travers de :

- ✓ la découverte de la culture MFR pour les uns : sa pédagogie avec le lien théorie/pratique, l'implication des parents, la place des adultes, le rôle des stages, le rôle des associations qui gère les structures, des administrateurs, des moniteurs .....
- ✓ la compréhension du contexte de la Guinée pour les autres : contexte économique, politique, système éducatif, place des jeunes, connaissance de l'agriculture, production, transformation, commercialisation, structures foncières .....

Cette démarche de connaissance s'est ponctuée de temps forts :

- Un séjour au Mali pour une délégation d'acteurs guinéens du projet en mai 2015. Les MFR sont présentes depuis de nombreuses années et se sont développées et organisées dans ce pays proche de la Guinée. Intérêt du partage d'expérience.

- L'Accueil d'une délégation d'acteurs Guinéens en France à Nantes, en Sarthe et en Mayenne en Juin 2015. Réunions de travail, visites de MFR, rencontres et échanges avec des élèves, des moniteurs et responsables de structures et aussi des administrateurs.
- L'Accueil en Guinée des Directeurs des Fédérations Sarthe et Mayenne d'une représentante de l'UNMFREO en Janvier 2016.
- La mise en place d'un Comité Guinée entre UNMFR, les Fédérations de la Sarthe et de la Mayenne, des MFR et CAG.44 pour renforcer la connaissance et s'accorder sur les étapes de travail.
- La rédaction d'un Guide d'animation destiné aux animateurs du dispositif qui consigne, l'ambition du projet, les acteurs concernés et leur rôle dans la construction et les différentes étapes et la méthodologie.

Les différentes étapes de travail se sont articulées autour de 4 temps forts. L'appui et le soutien technique des trois premiers temps forts ont été apportés par l'Association et le quatrième par les MFR :

- ✓ L'Information et sensibilisation pour informer le Ministère de la FP, les responsables des Préfectures, des communes, les responsables d'entreprises, des OP, des coopératives, des ONG, des centres de formation, des leaders locaux ..... pour expliquer la philosophie du projet et l'intérêt de construire localement un dispositif de formation pour renforcer les compétences des jeunes garçons et filles pour les préparer à exercer leur métier de manière rentable et attractive.
- ✓ L'Identification des territoires et des acteurs pour repérer, mettre en évidence les atouts, les forces, les limites et les freins par la réalisation de monographies, de recueils de données. L'analyse des données et la formalisation d'une étude diagnostic.
- ✓ La mobilisation des acteurs pour convaincre et amener chacun à travailler et à s'engager sur le projet commun. Réunion à l'échelle des communes puis à l'échelle des Préfectures. Mettre en débat le diagnostic réalisé, pour motiver et à terme définir le lieu d'implantation de la structure.
- ✓ L'organisation et l'ingénierie pédagogique. La première étape a été de définir le lieu d'implantation de la structure : existence de bâtiments, accès facile, présence de forces locales et personnes ressources. Deux sites ont été retenus Kolabouyi pour la Préfecture de Boké et Friguiagbé pour la Préfecture de Kindia.

Sur chaque préfecture de Kindia et de Boké les acteurs clefs (organisations professionnelles agricoles et artisanales, élus et services des collectivités locales, services déconcentrés en charge de l'éducation, de la formation professionnelle, de l'agriculture, de l'artisanat, les organisations non gouvernementales engagées dans le développement local, rural et agricole) ont établi un diagnostic de la situation de l'insertion sociale et économique des jeunes de leurs territoires, en établissant localité par localité un état des lieux.

Ces états des lieux et leurs analyses ont permis aux acteurs de chaque préfecture de déterminer la meilleure localisation et leur meilleur périmètre géographique, organisationnel, et professionnel pour accueillir les expérimentations. Sur la préfecture de Kindia, la localité de Friguiagbé et sur la préfecture de Boké, la localité de Kolabouyi sont les deux communes retenues par les acteurs locaux comme site d'accueil et d'organisation de la formation.

Sur chaque territoire les activités ont permis de mobiliser des acteurs, des individus prêts à s'engager collectivement dans un projet de création et d'expérimentation d'un dispositif

de formation professionnelle ancré dans le territoire ; et visant l'insertion sociale et économique de jeunes non qualifiés, ainsi que leur formation sociale et citoyenne.

Sur chaque localité un groupe de personnes ressources engagées pour la démarche se réunit et travaille à la rédaction des documents fondateurs des futures organisations porteuses du dispositif de formation.

Autre axe de travail investi par l'association, c'est la reconnaissance et l'inscription de l'expérimentation dans les politiques nationales d'éducation et de formation professionnelle. Notre dispositif part d'une action locale et privée mais qui nécessite d'être inscrite dans une politique nationale pour la validation de la démarche pédagogique et la validation par un diplôme et aussi pour une contribution financière. L'Etat est responsable de la formation à ce titre il est concerné (il a d'ailleurs été associé à toutes les étapes) y compris dans les aspects financiers. L'expérimentation à valeur de tests pour à terme démultiplier les expériences sur l'ensemble du territoire.

En 2015, à l'occasion de mission du siège et d'administrateurs des réunions de travail ont eu lieu avec le Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, qui a désigné officiellement un cadre de sa direction nationale des apprentissages pour suivre, comprendre et accompagner la démarche d'expérimentation.

### **DIFFICULTES ET ORIENTATIONS 2016 :**

Notre stratégie actuelle vise à développer parallèlement au travail à l'échelon local un travail à l'échelon national pour garantir la pérennisation de notre expérience. Les écarts entre les attentes des Ministères qui souhaitent « apporter une réponse de masse » et l'expérimentation qui repose sur une construction solide qui à terme peut faire « école » sur d'autres territoires, sont connus.

Pour concrétiser cette stratégie du local au national il est prévu de constituer un groupe de travail avec des représentants des acteurs locaux et des représentants de leurs Organisations Professionnelle au niveau des faitières. Ce groupe de travail sera chargé de construire un espace de dialogue et de plaider en direction des Ministères pour travailler sur :

- ✓ **L'ingénierie de la formation.** Les référentiels métiers sont quasi inexistantes ou obsolètes.
- ✓ **Le financement.** Quels moyens les ministères sont-ils disposés pour soutenir et encourager d'autres expériences. De même pour les collectivités locales.

Des réunions constitutives des Associations locales porteuses de l'organisation de l'accueil des apprenants et de leurs formations se sont tenues début 2016. Elles ont permis l'élection des Conseils d'Administrations et des Bureaux, la rédaction des statuts, du règlement intérieur et de la gouvernance associative. Ainsi, les objectifs sur 2016, visent à accompagner ces deux associations. Cela passe par :

- La formation des administrateurs
- La construction de partenariats entre les associations et les acteurs économiques de leur territoire pour organiser l'alternance
- Le recrutement du personnel éducatif ainsi que leur formation
- Le recrutement des apprenants (les critères, les conditions...).

### III. Bilan financier 2015

#### A. Compte de résultat 2015

COMPTE DE RESULTAT en €		
	2014	2015
<b>Produits</b>	1 541 235	<b>870 923</b>
<b>Charges</b>	1 538 842	<b>870 552</b>
<b>Résultat</b>	2 393	<b>371</b>

Les engagements de l'association en 2015 baissent de 40% comparativement à 2014. Cela s'explique notamment par deux facteurs :

- la fin du programme Sécurité Alimentaire pour les Exploitations Familiales de Basse Guinée (SABG), engagé en 2011 sur financement de

l'Union Européenne et du Ministère Guinéen de l'Agriculture/AFD, et clôturé au 31 mars 2015 ;

- le contexte sanitaire lié à Ebola qui a ralenti l'exécution des projets conduits par l'association et handicapé la mobilisation de financements pour le développement de nouveaux projets. Cela a entraîné une baisse des dépenses d'activités sur les projets en cours et parallèlement des subventions reçues.

Les charges de fonctionnement n'ayant pas dans le même temps pas réellement baissées, l'exercice certes à l'équilibre, reste fragile. Il n'a pas permis de dégager un minimum de résultat pour consolider les fonds propres de l'association, essentiel pour garantir les capacités d'investissements pour l'avenir et/ou de sécurisation des activités pendant les périodes de tensions des financements.

#### B. Détail et Répartition des produits

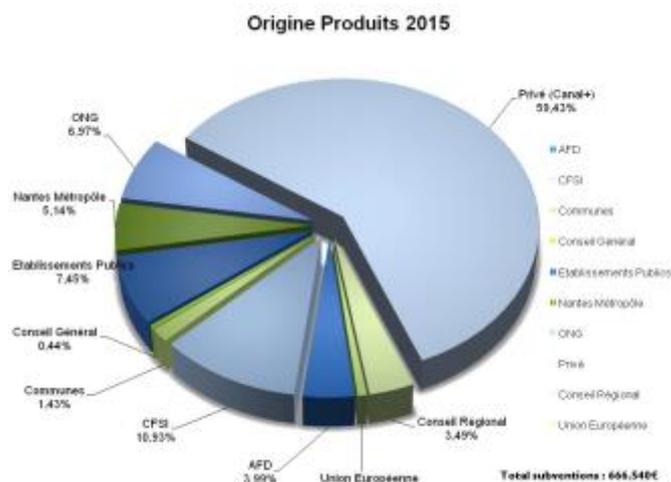
Les produits d'un montant de **870 923€** se répartissent ainsi :

- **Subventions : 666 540 €** correspondant aux engagements financiers des projets mis en œuvre en 2015. Elles proviennent pour moitié du fonds de dotation Kindia + dont les moyens sont affectés aux actions eau, déchets, environnement, jeunesse financé dans le cadre de l'opération Kindia 2015. Le reste provient :
  - o **Pour le projet EduKindia** des communes de Basse Goulaine, Bouaye, Orvault, Sainte Luce Sur Loire et Saint Jean de Boiseau, de Nantes Métropole, de l'Agence de l'eau Loire Bretagne,
  - o **Pour le projet AEP Kindia** du syndicat des Eaux d'Ile de France
  - o **Pour le projet Insertion sociale et professionnelle des jeunes ruraux** du CFSI, de la Région Pays de la Loire, du Conseil Général de Loire Atlantique, des Partenaires opérationnels du projet (MFR, FOPBG, Ministère Formation Pro Guinée)
  - o **Pour le projet CBE** financé essentiellement par le Fonds Kindia +, une subvention de la Fondation Albert de Monaco enregistrée en fonds dédiée à la fin de l'exercice 2014 a été reprise pour sa totalité, soit 26 022 € à la clôture de l'exercice 2015, la partie de l'action financée par la Fondation Albert de Monaco se clôturant au 31 décembre 2015.
  - o **Pour le projet SABG** financé par l'Union Européenne, le solde du financement (239 051€) a été enregistrée dans les produits 2014 en subvention à recevoir. Ce qui explique qu'il n'y a pas de produits enregistrées dans les subventions reçues sur 2015. Les - 4 918 correspondent

à la variation entre la subvention provisionnée fin 2014 et le solde reçu en octobre 2015 (234 133€).

- Le montant des subventions publiques s'élève à 149 082€ ;
- Le montant des subventions privées s'élève à 581 577€.
- Les fonds dédiés 2014 : 135 491€ correspondant à des engagements financiers 2014 reportés et mis en œuvre sur l'exercice 2015
- Autres : 49 467 € comprenant l'aide à l'emploi Avenir (Contrats Aidés 18K€), le remboursement des coûts de formation de l'Emploi Avenir (7K€), la mutualisation et refacturation du copieur avec les colocataires du Solilab à Nantes, les cotisations, les dons (6 K€), les ventes d'artisanat, les écarts de change ....

DETAIL DES PRODUITS	
<b>SUBVENTIONS</b>	<b>666 540</b>
Union Européenne	- 4 918
Région	23 599
Nantes Métropole	34 747
Conseil Général	3 000
Communes	9 698
FPA2M - Cuiseurs Economes à Bois	- 26 022
AELB (EduKindia)	10 645
Crédit Mutuel (Edukindia)	6 549
M.A/AFD (SABG)	4 525
M.A/AFD (AT FOPBG)	22 434
CFSI (Alimenterre)	3 250
CFSI (Kindia+)	314 155
CFSI (COOPAC)	70 697
ENDA (Fisong déchets)	31 271
Essentiel (Ebola)	15 875
Partenaires Locaux/MFR (COOPAC)	107 275
Sédif (AEP Kindia)	39 760
<b>Contrats Aidés</b>	<b>18 975</b>
<b>Fonds Dédiés N-I</b>	<b>135 941</b>
<b>Autres</b>	<b>49 467</b>
<b>TOTAL</b>	<b>870 923</b>



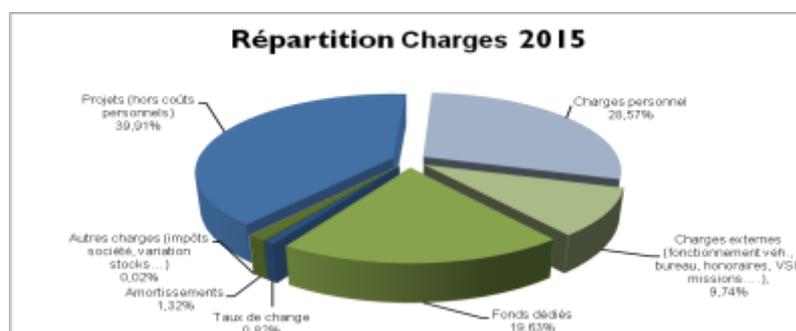
## C. Détail et Répartition des charges

Les charges d'un montant de 870 552€ se répartissent ainsi :

- Les projets (hors coûts de personnel) : 347 436€ correspondant aux charges pour la mise en œuvre des activités des projets. Leurs baisses conséquentes comparativement à 2014 s'explique par la moindre part de transfert de fonds aux partenaires du projet SABG clôturé en mars 2015.
- Les charges de personnel : 248 688 € pour l'emploi de 3 salariés français (deux CDI et 1 CDD), de 18 salariés guinéens en CDI ou CDD. Ces charges sont stables comparativement à 2014.
- Les charges externes : 84 773€ comprenant la location et les charges de fonctionnement des bureaux à Nantes et à Kindia, deux VSI basés en Guinée, les charges de fonctionnement des véhicules en Guinée, les honoraires pour l'expertise comptable, le commissariat aux comptes et les audits financiers, les frais de mission...
- Les Fonds dédiés 2014 : 170 867€ d'engagements financiers 2014 reportés pour leur mise en œuvre en 2015 venant en supplément des charges liés à la mise en œuvre des activités des projets.

- Le taux de change : 7 138€ de perte de change liée aux écarts entre le taux comptable, le taux de change réel de la banque, le taux utilisé pour le reporting financier.
- Les amortissements : 11 641 €
- Les autres charges : 189€ constituées de l'impôt sur les sociétés, des variations de stocks...

DETAIL DES CHARGES	
Projets (hors coûts personnels)	347 436
Charges personnel	248 688
Charges externes (fonctionnement véh., bureau, honoraires, VSI, missions...),	84 773
Fonds dédiés	170 867
Taux de change	7 138
Amortissements	11 461
Autres charges (impôts société, variation stocks...)	189
<b>TOTAL</b>	<b>870 552</b>



## D. Bilan Financier

ACTIF Emploi des ressources		PASSIF Origine des Ressources	
ACTIF IMMOBILISE	16 831 Moyens permanents investissements "nets"	FONDS ASSOCIAT	225 028 Fonds propres
	<b>Total I</b> 16 831 1%		<b>Total I</b> 225 028 20%
ACTIF CIRCULANT	619 664 Créances à C.T.	DETTES	848 288 Fonds dédiées
	499 517 Trésorerie		62 696 Dettes à C.T.
<b>Total II</b>	<b>1 119 181</b> 99%	<b>Total II</b>	<b>910 984</b> 80%
<b>1 136 012</b>		<b>1 136 012</b>	

## IV. Orientations 2016

Comme 2015, 2016 sera une année de transition avec la fin des engagements de Kindia 2015 qui soutient les projets Cuiseurs à Bois Economes, Eau, Déchets et jeunesse. Ainsi, pour qu'en 2017 l'association puisse redéployer des moyens pour assurer la continuité des actions déchets, agriculture et environnement, 2016 est une année de conception de nouveaux projets dans un esprit de continuité, de consolidation des actions et partenariats déjà engagés.

Des investissements dans les ressources humaines sont engagés à ces fins pour 2016 :

- c'est la mission confiée à RSCOP (Pierre THEVENOT) pour nous accompagner avec la FOPBG et les Unions Maraichères dans la formulation d'une action pilote de structuration de la filière maraichère sur la région de Kindia ;
- c'est le remplacement du poste de direction pendant la période de congés maternité d'Elsa CARDINAL, par Lise DETRIMONT avec un accent mis sur la mission de développement des projets et partenariats.

De nouveaux partenaires financiers sont également approchés en 2016 :

- la Coopération Technique Belge qui s'engage sur l'eau et l'agriculture sur les territoires de Kindia et de Mamou ;
- la Division du Partenariat avec les ONG pour le soutien au financement du projet Cuiseurs à Bois Economes ;
- les outils de financements de la CEDAO notamment en matière d'accès à l'énergie et de protection de l'environnement, pour le soutien au projet Cuiseurs à Bois Economes.

Des alliances et recherches de partenariats avec des ONG engagés en Guinée sont également à l'œuvre pour mobiliser des moyens sur le volet agriculture.

**2016 est une année d'investissements pour assurer l'avenir.**

Nos projets se réalisent grâce à l'accompagnement de nos partenaires financiers

